

Retour sur le séminaire « la ressource en eau dans les politiques agricoles et alimentaires » du 14 novembre au SICOVAL

Après Grenoble et Voiron en 2022, c'est à nouveau un trinôme qui accueillait les Rencontres annuelles du réseau Terres en villes : deux intercommunalités, Toulouse Métropole et Sicoval et la chambre d'agriculture de Haute-Garonne qui travaille avec elles. L'assemblée générale et une soirée conviviale (en interne) ont eu lieu à Toulouse le lundi 13 novembre et le séminaire annuel se tenait le mardi 14 novembre à Auzerville Tolosan (Sicoval). Le réseau des projets alimentaires territoriaux d'Occitanie porté par la DRAAF et la Région avaient relayé cette invitation.

La ressource en eau était l'objet du séminaire, qui a compté près de 150 participants.

Ouverture

Nicolas Bastié, directeur de la Cité des sciences vertes a ouvert le séminaire. Il rappelle le positionnement de cette cité comptant différents établissements, de recherche, d'enseignement qui accueille le séminaire, formant les futurs experts de l'agriculture : l'enjeu est de construire des formations en capacité de répondre à l'ensemble des enjeux de la transition écologique.

Jacques Ségeric, vice-président Communication, agriculture, logement et urbanisme du Sicoval rappelle les enjeux du territoire et les actions menées en termes de préservation du foncier et pour l'agriculture.

François Beaupère, coprésident de Terres en villes, rappelle que l'eau est un bien commun, et qui dans un contexte de changement climatique, nous amène à repenser collectivement l'aménagement de nos territoires et à cultiver différemment.

Il revient à Charlene Descollonges, ingénieure hydrologue de venir poser les bases d'une vision globale des crises systémiques de l'eau à l'aune du changement climatique.

Elle rappelle plusieurs chiffres marquants : la ressource en eau disponible se raréfie, avec moins de 1% d'eau douce disponible à l'échelle de la planète. En France, on observe une baisse de 14% de l'eau dite renouvelable en 30 ans, en raison d'une diminution de la pluviométrie et une demande évaporatoire plus importante en raison d'une anomalie des températures.

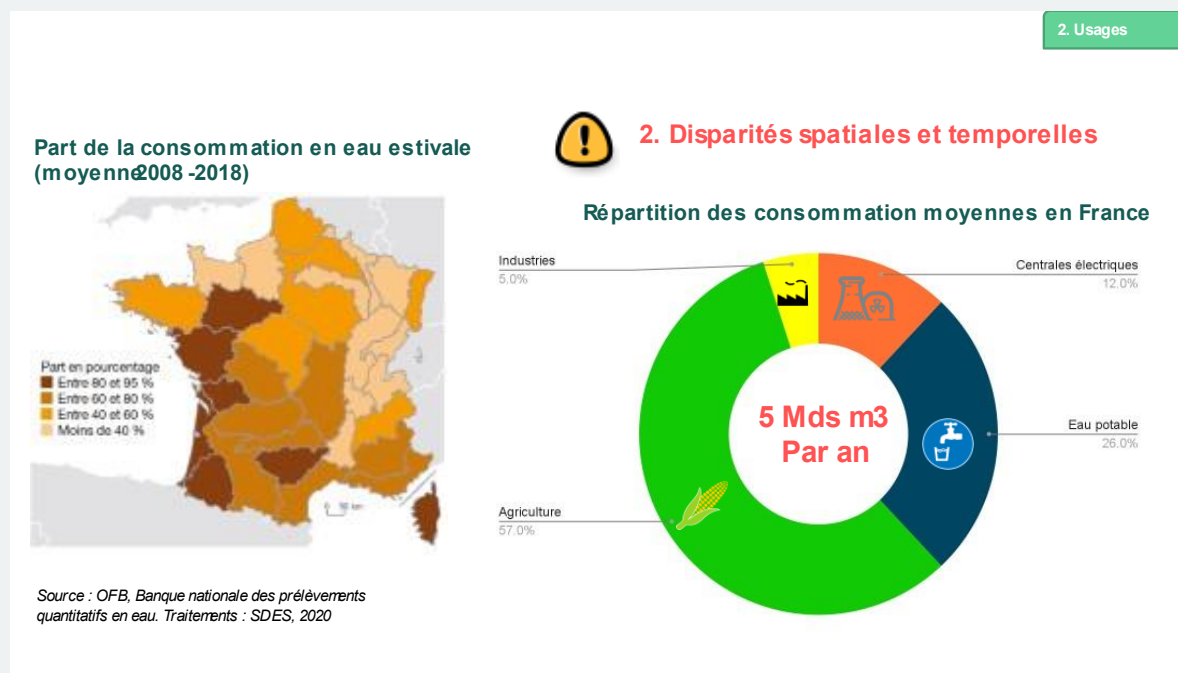
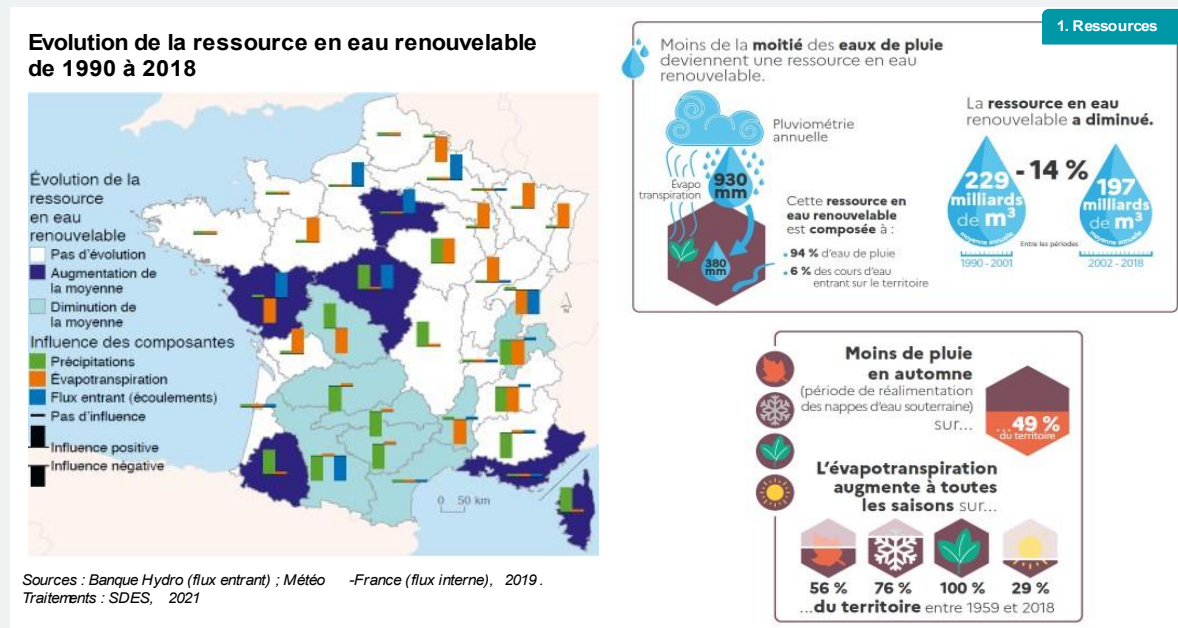


Elle rappelle également que le principal usage de l'eau dite consommée (qui ne retourne pas directement dans le milieu aquatique), est dédié essentiellement à l'activité agricole.

Le focus sur le bassin de la Garonne, grande plaine alluviale et céréalière avec en son centre une aire urbaine comptant plusieurs millions d'habitants, est une parfaite illustration de l'énorme défi qui se présente avec une diminution de la ressource en eau renouvelable.

Un point d'attention est également apporté quant à la loi ZAN et l'artificialisation des sols, enjeux centraux pour l'aménagement de l'eau et du territoire afin de préserver une agriculture respectueuse des écosystèmes et de protéger les zones humides, les forêts alluviales et la biodiversité aquatique.

Focus sur quelques chiffres sur l'état de la ressource en eau et ses usages (source : diaporama de présentation de Charlène Descollonges) :



Première table ronde : Eau et territoire : quelle gouvernance de la ressource en eau en contexte de transitions et de changement climatique ?



Christel Carpentier, Membre du bureau de la Chambre d'agriculture de Haute-Garonne et présidente du comité hydrographique du syndicat mixte de l'eau et de l'assainissement de la Haute-Garonne (SMEA 31), Agricultrice en Haute-Garonne

Frédy Poirier, Vice-Président Agriculture, Alimentation, Développement rural, Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI), Contrat de ruralité, Gestion de crise et Résilience, Grand Poitiers

Aude Witten, Directrice générale adjointe en charge des programmes de l'Agence de l'eau Adour-Garonne

Aude WITTEN ouvre la séquence en présentant le système, complexe, de la gouvernance de l'eau. L'eau, qui ne connaît pas les frontières administratives, fonctionne par six bassins hydrographiques gérés par les établissements publics de bassin versant. Aude Witten rappelle dans ce contexte le rôle de l'agence de l'eau, assurant une solidarité de bassin et le financement de programmes de partage de l'eau, de reconquête de qualité de l'eau ou de la protection des milieux. Elle rappelle également le rôle de l'agence dans l'accompagnement des agriculteurs dans la transition agroécologique, tant d'un point vu technique qu'économique, via notamment un plan d'investissement massif pour favoriser cette transition.

L'organisation politique joue également un rôle via les parlements de l'eau, des comités de bassins et de sous bassins qui se réunissent pour porter des choix stratégiques de gestion de l'eau. Ces espaces de discussions nécessaires ne suffisent pourtant pas à résoudre l'effet ciseau du besoin d'eau ni à garantir une eau de qualité.

Le PAT constitue dans cette perspective un levier particulièrement pertinent pour mieux intégrer la production agricole et alimentaire et structurer des filières agroécologiques dans la planification et la gestion de l'eau à l'échelle des territoires.

Frédy Poirier, témoigne de l'intérêt de coupler politique foncière (préservation des terres et de leur capacité d'absorption), politique alimentaire et politique de l'eau, bien qu'à une échelle administrative, le PTGE (projet de territoire pour la gestion de l'eau) représente un espace de dialogue privilégié, notamment quand il ne se limite pas aux débats sur l'irrigation et les bassines.

Afin de favoriser la transition agroécologique, Grand Poitiers s'engage dans la structuration de filières locales, notamment de viande (pour le maintien des prairies permanentes), avec un soutien massif dans l'investissement des outils de transformation, et un appui à la diversification des productions par le développement de la filière chanvre, production valorisée auprès des cuisines centrales.

Christel Carpentier, témoigne face aux phénomènes climatiques des solutions techniques mises en œuvre dans son exploitation et de la qualité de service de Réseau31, le syndicat de gestion des réseaux d'eau. Elle rappelle la prise de risque des agriculteurs face aux restrictions d'usage et leur besoin de trouver des solutions, qui se jouent davantage par un accompagnement technique et économique.

A l'issue de ces échanges, **Charlène Descollonges**, grand témoin de la table ronde, insiste sur l'enjeu central de l'eau pour l'agriculture. Le PAT semble constituer dans ce contexte une entrée particulièrement intéressante tant sur les enjeux quantitatifs que qualitatifs, et qui nécessite d'être articulé avec toutes les autres politiques publiques du territoire.

Les angles morts de la gestion de l'eau sont également interrogés : les besoins alimentaires seront-ils les mêmes dans 10 ans, dans 20 ans et dans 30 ans ? Au-delà de l'adaptation et des solutions proposées, c'est le sujet de la résilience alimentaire qui se pose.

Finalement, la formation agricole représente un levier majeur pour trouver des solutions techniques à l'adaptation des pratiques agricoles

Deuxième table ronde : Eau et territoire : quelle gouvernance de la ressource en eau en contexte de transitions et de changement climatique ?



Bernard Ader, Président du Conseil national de la résilience alimentaire (CNRA), vice-président de la Confédération générale des coopératives agricoles de l'Union européenne (COGECA), Agriculteur en Haute-Garonne

Clara Boudet, Chargée de mission structuration de filières et accessibilité CIVAM Bio 34, référente du CIVAM sur la structuration des filières bas niveau d'intrants (FIBANI), projet porté par Montpellier Méditerranée Métropole

Laurent Dubain, Directeur Général du Pôle Agricole du groupe coopératif Eurälis

Daniel Helle, Coordonnateur Terres de Sources, projet TIGA initié par Eau du Bassin Rennais

Daniel Helle ouvre cette deuxième séquence par la présentation de la démarche Terres de Sources, un label phare visant à reconnaître les produits agricoles des exploitations qui s'engagent pour l'eau. Par la création d'une SCIC pour organiser l'achat local dans un premier temps en restauration collective, douze filières ont pu être développées sur le territoire. Pour faire face à l'interdiction du localisme, c'est-à-dire le fait de cibler un territoire géographique pour s'approvisionner, Terres de Sources a fait le choix de développer des marchés de prestation de service de « protection de la ressource en eau », avec comme support l'achat de

denrées alimentaires par les collectivités. L'engagement des agriculteurs dans des changements de pratiques, au cœur de la démarche, se fait sur la base d'un diagnostic de la durabilité des exploitations (IDEA) et par la valorisation des productions sur l'ensemble du territoire.

Clara Boudet, chargée de mission CIVAM Bio 34, présente la démarche FIBANI (filiale à bas niveau d'impact) pilotée par la Métropole de Montpellier. Par une entrée sur la politique de l'eau, ce projet vise à accompagner les cultures pouvant répondre aux enjeux de résilience climatique et alimentaire, dans un contexte d'une forte présence viticole sur le territoire. Sur huit cultures de légumes secs et des céréales poacées étudiées, 3 ont été retenues : les lentilles les pois-chiches et petit épeautre.

Des actions sont menées sur le volet production, par des tests en agriculture, afin d'accompagner les agriculteurs qui souhaitent se lancer sur ces cultures tout en ayant un filet de sécurité. Sur le volet débouché, des études de marché ont permis de s'assurer de l'achat des productions sur le territoire par l'engagement des structures de restauration collective.

Laurent Dubain témoigne de l'engagement d'Euralis, une coopérative agricole du sud-ouest, sur les enjeux de préservation de la ressource en eau : accompagnement des filières légumineuses, abandon des intrants pharmaceutiques, développement des circuits courts et référentiels agroécologiques dans les cahiers des charges intégrés dans les contrats avec les industriels ou distributeurs. Il a insisté sur le rôle des formations des techniciens de la coopérative sur les solutions de préservation de l'eau et par leur intermédiaire, des agriculteurs.

Bernard Ader a présenté son activité d'agriculteur engagé en production biologique en grandes cultures en conservation des sols, sans irrigation et en élevage bovin allaitant. En tant que président du conseil national de la résilience alimentaire il promeut le dialogue, la transversalité, et l'engagement des territoires pour aboutir à des solutions concrètes. Il a partagé avec la salle son regard de vice-président de la Confédération générale des coopératives agricoles de l'Union européenne (COGECA) sur les différentes façons dont plusieurs pays européens abordent la gestion de l'eau.

Pour conclure cette table ronde, Charlène Descollonges prône une prise en compte systémique de l'enjeu eau, en sortant des situations en silos et en travaillant à la fois sur l'eau, les sols et les arbres, avec également la question énergétique au sein des productions agricoles qui se pose de plus en plus.

Pour conclure le séminaire, Laurent Duval, co-président de Terres en villes prône une prise en compte transversale de l'enjeu eau avec les autres problématiques territoriales (crise du logement, hygiène). Il souligne le manque de consensus sur les solutions et le besoin de clarification collective pour accompagner les élus dans des choix stratégiques.

Signature de la charte de Terres en villes

[Voir la Charte Terres en villes signée](#)



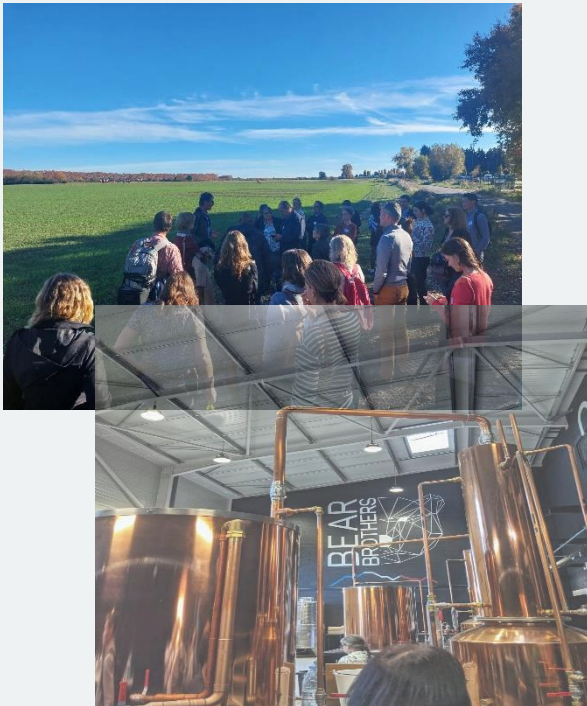
Sébastien Albouy, président de la
Chambre d'agriculture de Haute-Garonne

Jacques Oberti, président du SICOVAL,

Jean-Jacques Bolzan, au nom de Jean-
Luc Moudenc, président de Toulouse
Métropole

François Beaupère et Laurent Duval, co-
présidents de Terres en villes

Visite de la Cité des Sciences Vertes



**Visite de l'exploitation agricole de la cité des
sciences vertes** - présentation des pratiques
axées sur la préservation de la ressource en
eau

Visite de la distillerie Bear Brother (gin) qui
prévoit l'exploitation intégrée de culture de
genévrier, citron avec approche
agroécologique.